

Appel à l'action du forum *Closing the Gap*– Amsterdam, 14 février 2018

Après être venus des territoires et forêts de nos communautés d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine et avoir participé à trois journées de discussions intensives à Amsterdam, nous, les représentants des communautés autochtones, forestières ou liées à la terre appartenant aux organisations mentionnées plus loin, avec l'appui à la fois de ENDS et du Programme des peuples de la forêt, lançons l'appel à l'action suivant :

Dans le monde entier, les peuples autochtones, forestiers ou liés à la terre souffrent aujourd'hui d'une injustice de développement sans précédent. Nos communautés, terres et territoires sont affectés, détériorés et volés par l'empiètement de l'agro-industrie ; des mines, de l'exploitation pétrolière et gazière ; de l'exploitation forestière ; des mégaprojets et des infrastructures ; des cultures illégales ; de l'expansion urbaine et de projets imposés au nom du climat. Même les industries prétendent « légales » se livrent souvent à la corruption et à la violation des droits fonciers communaux, tout en bénéficiant d'une impunité pour leurs actions sur l'environnement et les droits de l'homme, avec pour conséquence un affaiblissement des institutions démocratiques locales et l'ouverture d'un espace propice à la criminalité.

Nos terres, territoires et forêts traditionnels sont défrichés contre notre volonté et à un rythme croissant. Selon la Commission européenne, la consommation de bœuf, de soja et d'huile de palme dans la seule UE entraîne chaque minute le défrichage de dix-huit terrains de football de forêt tropicale.¹ La conséquence est que nos peuples subissent un nombre croissant d'injustices sociales et de violations environnementales, de menaces pour leurs moyens de subsistance, leur souveraineté alimentaire et sur les ressources en eau, d'atteintes aux droits culturels et territoriaux de leurs communautés, de déplacements, d'oppression, d'intimidation, de violences physiques, et de meurtres des populations locales, de leurs dirigeants et de défenseurs des droits de l'homme. Partout dans le monde, nos populations subissent des pressions croissantes, sont chassées de leurs territoires, subissent des violences et sont assassinées par les agents d'intérêts commerciaux, souvent avec la complicité de fonctionnaires corrompus.

L'accroissement de la consommation mondiale entraîne une déforestation généralisée, des violations des droits et des expropriations de terres et forêts, perpétrées par des entreprises privées ou publiques et leurs financiers. Ces entreprises, des acteurs illégaux et des administrations abusives sont souvent rendus possibles par les pouvoirs publics, des politiques commerciales injustes et une finance internationale qui n'a de comptes à rendre à personne. En dépit d'engagements volontaires, les entreprises et financiers bafouent continuellement les lois et normes internationales de base imposées par les droits de l'homme. Une abondance de projets multilatéraux et volontaires des pouvoirs publics et de l'industrie prétend offrir des solutions, mais tout ce que nous voyons c'est un fossé de plus en plus large entre ce qui est promis et ce qui se passe sur le terrain. Sur papier, nos droits semblent respectés, mais en réalité, ils sont trop souvent ignorés ou utilisés comme moyen de faire entrer des intérêts d'affaires sur nos terres.

¹ Voir http://ec.europa.eu/environment/forests/impact_deforestation.htm.

Le lien entre la disparition des forêts et le changement climatique est clair. La déforestation et la dégradation des forêts génèrent mondialement presque autant de gaz à effet de serre que la totalité des automobiles, camions et bus de la planète.² L'accord de Paris de 2015 sur le climat a reconnu l'importance du rôle des peuples autochtones et des communautés locales, ainsi que de leurs connaissances traditionnelles dans la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ses effets. Le respect de nos droits, en particulier fonciers et territoriaux, est le moyen de sauver les forêts du monde et de nous protéger tous du changement climatique.³

Pour résoudre ces problèmes, nous devons accorder la priorité aux personnes, elles sont plus importantes que les profits des entreprises.

Les peuples des forêts sont les protecteurs de celles-ci ; si nous n'avions pas protégé la nature, les forêts auraient déjà depuis longtemps disparu. Malgré toutes les pressions que nous subissons, nous créons nos propres solutions, en nous inspirant de nos cultures uniques et de nos « cosmovisions » en harmonie avec la nature. Nous avons besoin d'une reconnaissance, d'une protection et d'un respect réels de nos droits, d'un espace politique, et parfois d'un certain appui, pour être capables de réaliser ces solutions créatives et collectives.

Ces solutions sont fondées sur la délimitation de nos terres et territoires et l'établissement de titres dans le respect de notre droit coutumier et de nos systèmes fonciers traditionnels. Les autres actions essentielles et solutions éprouvées pour la pérennité de nos cultures et forêts comprennent l'autonomie gouvernementale, la cartographie et le suivi participatifs de nos forêts, le renforcement de nos modèles économiques alternatifs locaux, le développement de systèmes agroécologiques, l'utilisation de dossiers judiciaires et de mécanismes de plaintes, ainsi que l'action directe.

Nous rejetons les fausses solutions qui nous sont imposées par des étrangers, souvent au nom du changement climatique, du « développement » ou de « l'intérêt national », sans notre consentement préalable libre et éclairé.

Compte tenu de l'aggravation de la situation des peuples autochtones, forestiers ou liés à la terre, et de l'accélération des pertes de forêts dans le monde :

- ✓ Nous demandons que tous les États, entreprises, banques et financiers reconnaissent et respectent nos droits fonciers coutumiers et notre droit à un développement autodéterminé, pour nous permettre de défendre, pleinement maîtriser et gérer nos terres, territoires et forêts, au bénéfice de nos populations et du monde entier.
- ✓ Préoccupés par le fait que la consommation mondiale a des impacts négatifs sur nos terres et marginalise les petits producteurs des pays tant producteurs qu'importateurs, nous demandons

²Sims R. et coll. (2014) : Transport. In : Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution du Groupe de travail III au Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat ; et Smith P. et coll. (2014) : Agriculture, Forestry and Other Land Use (AFOLU). In : Climate Change 2014: Mitigation of Climate Change. Contribution du Groupe de travail III au Cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

³Voir <https://www.wri.org/sites/default/files/securingrights-full-report-english.pdf>.

que les États, en particulier des pays fortement consommateurs, agissent dès aujourd'hui pour progressivement réduire la consommation et privilégier la production locale.

- ✓ Nous demandons que les États assurent une transparence, des enquêtes efficaces, une application des lois, et des sanctions pour les violations des droits de l'homme, la criminalité financière et environnementale commise par des États, des entreprises et leurs financiers, tout au long des chaînes logistiques, et prennent des mesures efficaces pour lutter contre le crime organisé et le commerce illégal au sein de celles-ci.
- ✓ Nous demandons que les États prennent des mesures urgentes pour résoudre les conflits territoriaux et forestiers dans le plein respect de nos droits, et mettent en place une plus forte protection aux niveaux local, national et mondial pour garantir la sécurité des défenseurs menacés de nos droits et de nos forêts.
- ✓ Nous demandons que les États reconnaissent les violations passées de nos droits, veillent à ce que nos terres nous soient restituées et à ce que des réparations nous soient allouées pour la perte de nos terres, de nos ressources en eau, de nos moyens de subsistance, de notre héritage culturel et de nos forêts sacrées, avec la garantie que ces situations ne se reproduiront plus.

Organisations :

Gouvernement territorial autonome de la nation wampis (GTANW), Pérou

Fédération pour l'autodétermination des peuples autochtones (FAPI), Paraguay

Fédération des communautés autochtones d'Ucayali (FECANOU), Pérou

Conseil autochtone de l'Amazonie moyen (CRIMA), Colombie

Syndicat des travailleurs agricoles (UTT), Argentine

OKANI, Cameroun

OPD, Colombie

PUSAKA, Indonésie

Réseau ressources naturelles (RRN), République démocratique du Congo

South Rupununi District Council (SRDC), Guyane

Sustainable Development Institute (SDI), Libéria

Sabah Environmental Protection Association (SEPA), Malaisie

Social Entrepreneurs for Sustainable Development (SESDev), Libéria

TuK INDONESIA, Indonésie

ainsi que d'autres organisations qui ne peuvent être nommées pour des raisons de sécurité.